

Manifestation à Bujumbura contre le déploiement d'une mission africaine

@rib News, 28/12/2015 - Source Xinhua La société civile burundaise proche du parti CNDD-FDD au pouvoir a manifesté lundi à Bujumbura contre la décision du Conseil Paix et Sécurité de l'Union Africaine de déployer la Mission Africaine de Prévention et de Protection au Burundi (MAPROBU) de 5000 hommes. "Les organisations de la société civile ont appelé leurs membres à venir manifester leur droit de dire Non ! à tout sabotage et à toute déstabilisation de notre pays", a déclaré Xavier Ndaruzaniye, président de la ligue Izere Ntiwihebure et un des organisateurs de cette manifestation.

Il a appelé au contraire la communauté internationale à déployer tous ses efforts moraux, matériels, économiques et financiers pour soutenir les forces burundaises. Les membres de la société civile qui ont pris part à cette manifestation ont fait des sit-in respectivement devant les ambassades du Rwanda et de Belgique à Bujumbura et devant les bureaux de la Délégation de l'Union Européenne. Devant l'ambassade du Rwanda au Burundi, ils ont dénoncé ce pays de recruter et d'entraîner des rebelles qui viendront attaquer le Burundi et à l'arrivée devant l'ambassade de Belgique au Burundi, ils ont accusé les autorités belges et surtout la personne de Louis Michel de diviser les Burundais. Ils ont clôturé leur marche-manifestation devant les bureaux de la Délégation de l'Union Européenne au Burundi où ils ont dénoncé la démarche de la communauté internationale qui prendrait des décisions sur base des rumeurs et ont stigmatisé l'Union Africaine qu'ils ont accusée d'être instrumentalisée par l'Union Européenne. De telles manifestations contre le déploiement de cette MAPROBU ont également été organisées par le parti au pouvoir samedi dernier dans toutes les dix-huit provinces du pays avec la tête différents dignitaires du pays. Les manifestations de lundi se sont déroulées alors qu'à Entebbe en Ouganda s'ouvrent les travaux de la reprise du dialogue inter-burundais, dialogue qui se poursuivra jusqu'au 6 janvier 2016 à Arusha en Tanzanie selon le médiateur principal, le président ougandais Yoweri Kaguta Museveni qui a été mandaté par la Communauté des pays de l'Afrique de l'Est et accepté par la communauté internationale. Ce dialogue mené sous les auspices du Président ougandais avait été interrompu au mois de juillet 2015. Le Burundi est plongé dans une crise profonde depuis le 25 avril, date à laquelle le président Pierre Nkurunziza a été plébiscité pour le troisième mandat, qui a été contesté par l'opposition, une partie de la société civile et une partie membres de son parti qui ont considéré ce troisième mandat comme "inconstitutionnel". Cette crise a fait près de 400 morts selon l'ONU, plusieurs arrestations et plusieurs disparus ainsi que de plusieurs centaines de milliers de Burundais qui ont fui le pays.